

Contre l'inflation et pour financer les retraites : imposer la hausse des salaires !

Il y aura finalement un « cycle de concertations » sur la réforme des retraites à partir de cette semaine. Le gouvernement fait ainsi mine de temporiser, de peur que des grèves se multiplient. Les directions syndicales s'y sont aussitôt engouffrées, tout en disant qu'elles poseront quelques conditions. Mais l'objectif est déjà annoncé par Macron : le recul de l'âge de départ à 65 ans. Au-delà de l'espérance de vie en bonne santé.

Comme à chaque attaque, le gouvernement prétend « sauver le régime de retraite ». Sauf que la seule menace qui pèse sur ce régime est celle du gouvernement lui-même. Les réformes précédentes ont déjà fortement réduit les dépenses pour les retraites, ce qui s'est traduit par un allongement de la durée du travail et une baisse des pensions. Et le Conseil d'orientation des retraites prévoit un solde positif des caisses de retraites vers 2040 sans nouvelle réforme.

Pas de problème de financement, donc. Mais la nouvelle réforme vise surtout à accorder de nouvelles aides au patronat (baisse des impôts de production, baisses de cotisations sociales pour les entreprises). Comme si les profits ne battaient pas déjà tous les records !

Même si le gouffre financier était réel, il suffirait d'augmenter les salaires pour rétablir l'équilibre, en faisant rentrer des cotisations. Une telle hausse permettrait d'ailleurs de revenir sur toutes les réformes des dernières décennies, à commencer par le rétablissement de la retraite à 60 ans.

Des grèves pour les salaires

Le remède est le même concernant l'inflation, qui fait fondre les salaires. Face à la colère qui monte, le patronat veut se contenter de primes, qu'il pourra retirer l'année suivante. Mais plusieurs grèves ont éclaté pour de véritables hausses de salaire, comme à PSA-Stellantis, où 500 ouvriers ont fait grève durant trois jours à l'usine de Hordain, dans le Nord, suivis sur plusieurs autres sites. Le 28 septembre, 4 300 ouvriers ont débrayé dans le groupe, exigeant 400 € d'augmentation par mois et 6 000 € de prime. Ce serait bien le minimum, quand le groupe PSA affiche 8 milliards de bénéfices au 1^{er} semestre. Même chose dans les raffineries TotalEnergies, dont

plusieurs sont à l'arrêt du fait des grèves, ou chez Arkema, premier groupe chimique français, dont le site de Pierre-Bénite, dans la région lyonnaise, est en grève depuis plus de 2 semaines.

L'impasse des référendums

Devant les profits indécents de certains secteurs, dont celui de l'énergie, les politiciens de gauche proposent un référendum sur la taxation des « superprofits », une impasse institutionnelle qui prendrait des mois. Macron lui-même ne rejette pas l'idée, tandis que l'Union européenne réfléchit à la question : preuve s'il en est qu'une telle taxe ne déplairait pas forcément au patronat. Elle pourrait lui permettre de mieux répartir les profits, en taxant d'un côté les bénéfices de ceux qui profitent le plus de la désorganisation de la production et de la guerre pour faire monter les prix, pour, de l'autre, accorder des allègements fiscaux à tout le patronat. Les classes populaires n'en verraient pas la couleur, ou au mieux sous forme d'un nouveau et dérisoire chèque énergie. La meilleure manière de taxer les profits, « super » ou pas, c'est d'augmenter les salaires !

Tous en lutte !

Cette hausse de salaire, il faudra l'imposer au patronat, par la grève et les mobilisations, en saisissant toutes les occasions, dont la manifestation du 16 octobre contre la vie chère, à l'initiative de la France insoumise, à laquelle appellent des organisations dont le NPA pour dire qu'il faudra surtout construire un rapport de force à la base, en s'organisant partout pour défendre nos revendications :

- **+ 400 € net pour tous chaque mois, minimum !**
- **aucun salaire / pension en dessous de 2000 € net**
- **alignement systématique des salaires sur les prix**

Un relooking qui perd pas le nord

La nouvelle Réa Neurochir est toute belle depuis les travaux. Elle a fait peau neuve, ce qui n'était pas du luxe. Un hasard si la direction en a profité pour glisser des portes facilitant les passages entre les salles et donc la mutualisation des collègues... ?

Welcome to the hotel Cardiologie

En cardiologie, la direction a profité des lits fermés pour y installer un hôtel hospitalier. 6 lits hôteliers au sein même du bâtiment pour les patients qui viennent se faire opérer le lendemain. Le tout géré par une collègue aide-soignante qui doit faire l'hôtesse. Sauf qu'avec l'été et le sous effectif, les collègues ont dû assumer ce rôle en plus de leur soins habituels.

Heures supp' ou bénévolat ?

Pour les secrétaires et les adjoints administratifs, les heures supplémentaires, quand elles sont autorisées, sont soumises au bon vouloir de l'encadrement pour la reconnaissance... alors même qu'on croûle sous le boulot. Gare à la surchauffe non-rémunérée !

Des salaires et des embauches, pas du vent !

La ministre de la Santé inaugurerait lundi au Mans le « premier volet » du « Conseil national de la refondation » : « l'accès aux soins », pour soi-disant répondre aux déserts médicaux. Une opération politique bidon de Macron... pour surtout ne rien faire au final. On n'a rien à faire d'une énième « concertation » : les problèmes on les connaît !

C'est les salaires qu'il faut majorer

Nos salaires trop bas, bouffés par l'inflation, sont la cause principale de la pénurie de main d'œuvre qui aggrave encore le sous-effectif organisé par les directions depuis des années. Les directions ont trouvé l'astuce : nous mettre sur la paille et nous « proposer » de travailler plus avec des heures supp payées double pendant l'été ? Et travailler jusqu'à 65 ans qui plus est ? On ne bradera ni nos repos ni nos salaires. Il faut des augmentations générales !

Intérimaire : nouveau bouc-émissaire

Déjà qualifiés de « mercenaires » par l'ancien directeur de l'AP-HP Martin Hirsch, les intérimaires sont aujourd'hui accusés par le ministre de la Santé de « déstabiliser les équipes » et de plomber les comptes des hôpitaux. Le gouvernement veut interdire l'interim pour la première année d'exercice des jeunes soignants. Un sommet dans l'hypocrisie puisque c'est lui qui pousse au recours à l'interim en orchestrant ce sous effectif permanent ! C'est les conditions de travail et de rémunération

affligeantes qui pousse les soignants à se tourner vers l'interim, les heures supp, les gardes sur Hublo, etc. Le gouvernement en porte l'entière responsabilité, et il ne le fera pas oublier en tapant sur les intérimaires !

L'ambulatorio : machine à sous-effectif

Plus de 4300 lits d'hospitalisation ont été supprimés en 2021. Ça fait 21000 sur 5 ans ! Le « virage ambulatorio » voulu par le gouvernement bat son plein. Et quelle bonne excuse pour fermer des lits et ne pas pourvoir des postes !

Ça nous donne des leçons !

La semaine dernière, les ministres paraient tous en col roulé et en doudoune, un vrai défilé de mode... à but éducatif, attention ! Pour expliquer que, oui, c'est possible de faire des économies d'énergie si on s'habille chaudement. Le gouvernement a donné le

cap : pas un thermomètre au-dessus de 19 degrés ! Il faudrait dire à ces spécialistes des attaques anti-ouvrières qu'une bonne partie des travailleurs se chauffe déjà bien en dessous, ou allume le chauffage dans certaines pièces seulement, et rogne en plus de ça sur le caddie ou le carburant pour pouvoir payer les factures. Et dans le même temps, Total double ses bénéfices en 2022.



À l'initiative des femmes, l'Iran s'est embrasé : la détermination malgré la répression

La révolte qui a éclaté à la mort de Mahsa Amini, assassinée par le régime parce qu'elle refusait de porter le voile, ne faiblit pas. Les manifestants bravent les forces armées du régime qui ont commencé à réprimer, comme à Zahedan dans le sud-est du pays où les militaires ont ouvert le feu, tuant et blessant des dizaines d'entre eux.

On compte déjà des milliers de personnes arrêtées et des dizaines de morts dans des affrontements violents avec la police dans plusieurs villes du pays, et dans des bombardements menés par le régime au Kurdistan d'Irak.

Mais le régime iranien a pour le moment échoué à étouffer cette contestation qui réclame la fin de la dictature et la liberté.

